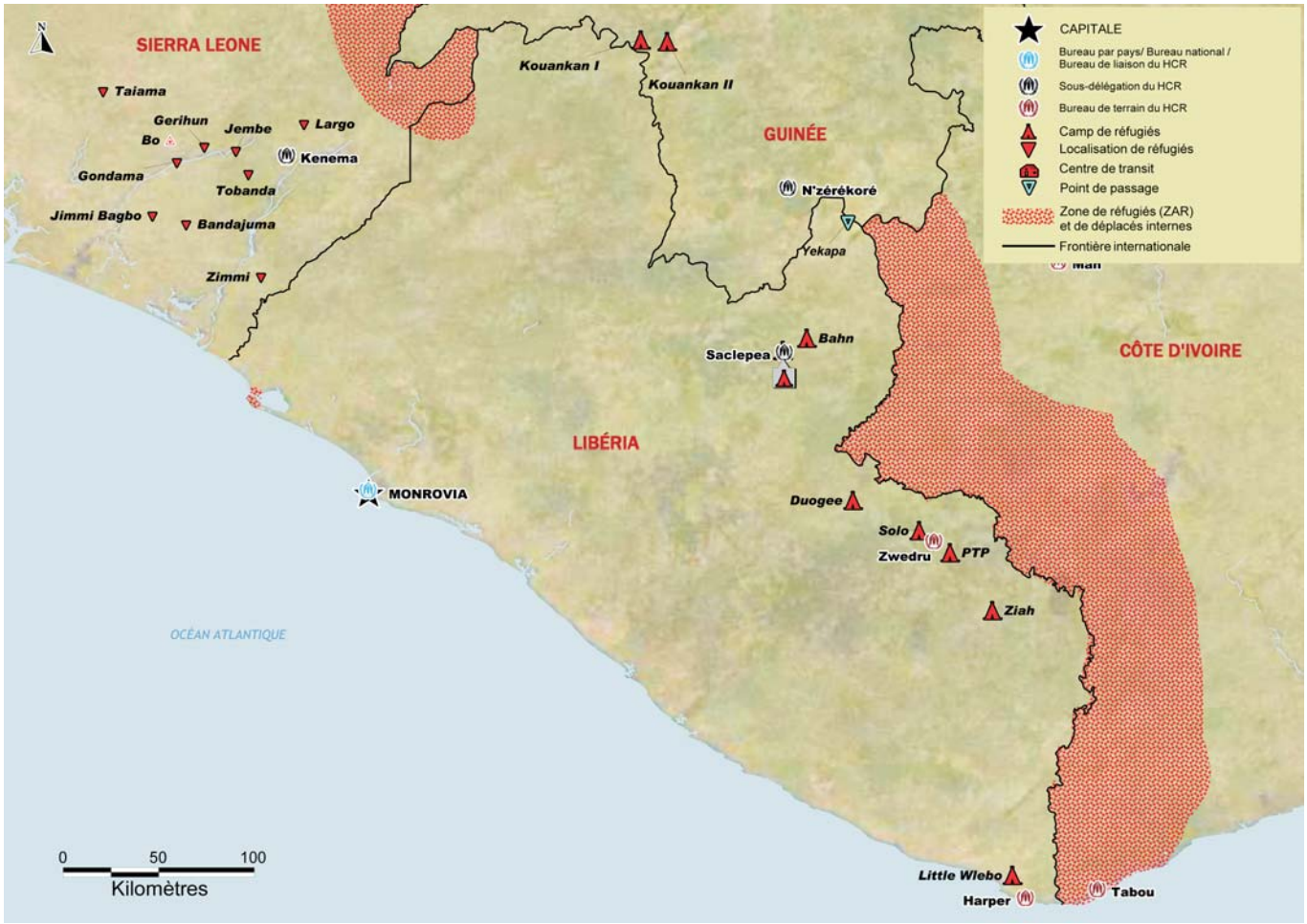
LIBÉRIA



Environnement opérationnel

Contexte

Bien que les conditions de sécurité se soient certes améliorées au Libéria, qui se remet lentement de longues années de guerre civile, le pays souffre toujours d'une pauvreté et d'un sous-développement généralisés et l'on craint de plus en plus qu'il ne soit gagné par l'instabilité qui trouble la Côte d'Ivoire voisine.

Après plusieurs années de réduction progressive de ses opérations au Libéria, le HCR a dû renforcer sa présence de manière considérable en 2011, afin d'offrir une protection et une assistance d'urgence à plus de 180 000 réfugiés ivoiriens qui ont franchi la frontière pour échapper au conflit qui reprenait dans leur pays. La majorité des nouveaux arrivants se sont vus accorder d'emblée (*prima facie*) le statut de réfugié par le Gouvernement libérien et sont hébergés dans des camps et des villages de relogement situés le long de la frontière. En vertu de son mandat, le HCR dirige l'intervention humanitaire, en coordination avec les pouvoirs publics, d'autres organismes de l'ONU et des ONG. Le Haut Commissariat recherche également des solutions durables pour ces réfugiés ; dans cette perspective, un accord tripartite sur le rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens a été conclu

Chiffres prévisionnels pour le Libéria

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2012		DÉC. 2012 – JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	Côte d'Ivoire	120 000	120 000	69 950	69 950	19 950	19 950
	Guinée	3 300	3 300	1 700	1 700	-	-
	Sierra Leone	170	170	170	170	-	-
	Pays divers	30	30	40	40	-	-
Demandeurs d'asile	Guinée	5 000	5 000	5 000	5 000	2 000	2 000
Réfugiés rapatriés	Libéria	2 000	2 000	15 000	15 000	10 000	10 000
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	Sierra Leone	1 800	1 800	300	300	-	-
Total		**132 300**	**132 300**	**92 160**	**92 160**	**31 950**	**31 950**

en août 2011 avec les Gouvernements du Libéria et de la Côte d'Ivoire.

Le HCR est aussi déterminé à soutenir les anciens réfugiés sierra-léonais qui ont choisi de rester au Libéria, suite à l'application des clauses de cessation à ce groupe. De même, les clauses de cessation doivent être invoquées pour les réfugiés libériens au milieu de l'année 2012 ; il sera alors nécessaire d'accorder une attention particulière aux besoins des Libériens qui rentreront des pays voisins, car le manque de moyens de subsistance dans leur région d'origine pourrait entraver leur réintégration.

Besoins

Les réfugiés au Libéria ont besoin d'une aide pour subvenir à tous leurs besoins élémentaires, notamment en matière d'alimentation, d'eau, de santé, d'abris et d'éducation. Les programmes axés sur les communautés et l'accès à des solutions durables constitueront également des priorités en 2012, tout comme l'appui aux moyens d'existence, destiné à faciliter la réintégration des Libériens de retour dans leur pays. Il sera également nécessaire de faciliter, par des formations destinées à renforcer les moyens d'existence, l'intégration sur place des réfugiés ivoiriens en quête de solutions durables au Libéria. D'autres réfugiés auront besoin d'une aide au rapatriement librement consenti.

Stratégie et activités

Le HCR continuera d'offrir une assistance aux réfugiés ivoiriens arrivés au Libéria au lendemain des violences qui ont éclaté en Côte d'Ivoire à la fin de l'année 2010. Les réfugiés accueillis dans des camps bénéficieront de toute la gamme des services essentiels, d'un abri convenable et d'une aide ; ils recevront en outre des matériaux pour construire des abris plus durables, accompagnés de lots d'outils pour l'entretien. Le HCR s'efforcera d'entretenir les réseaux routiers afin d'assurer un accès adéquat aux populations réfugiées tout au long de l'année. Il a également pour priorité de garantir un accès optimal à l'éducation primaire et secondaire, ce qui nécessitera la construction d'établissements d'enseignement supplémentaires.

Le passage de l'aide d'urgence à l'assistance à plus long terme sera au cœur de la stratégie du HCR, qui mettra à ce titre l'accent sur les solutions durables. Celles-ci viseront essentiellement à faciliter l'intégration sur place des Ivoiriens réfugiés au Libéria par l'éducation, la formation professionnelle et le renforcement des moyens d'existence. Conformément à l'accord tripartite sur le rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens, conclu en août 2011 avec le Libéria et la Côte d'Ivoire, le HCR aidera les réfugiés qui le souhaitent à retourner en Côte d'Ivoire. En particulier, il mettra en place des mécanismes de coordination transfrontaliers et informera régulièrement les réfugiés de la situation qui règne en Côte d'Ivoire, afin de leur permettre de prendre une décision en connaissance de cause quant à leur rapatriement.

L'Organisation accordera aussi la priorité aux réfugiés vivant en milieu urbain, dans l'objectif d'améliorer l'accès aux services essentiels, concernant notamment la santé, l'éducation et les moyens de subsistance. En particulier, elle poursuivra ses efforts en vue de mener à terme le programme d'intégration sur place des anciens réfugiés sierra-léonais.

En prévision de l'application des clauses de cessation aux réfugiés libériens, fixée à la mi-2012, le HCR continuera de faciliter le retour des Libériens qui souhaitent regagner leur pays, en leur offrant des indemnités de transport et en exécutant des programmes d'autosuffisance. Il poursuivra également sa collaboration avec le Gouvernement libérien et d'autres gouvernements de la région afin d'apporter des solutions appropriées aux réfugiés Libériens désireux

Distribution de vivres pour les réfugiés ivoiriens au camp de Dougee, dans le comté de Grand Gedeh.

de demeurer dans leur pays d'accueil, notamment par la délivrance de documents d'état civil.

Le HCR continuera de jouer un rôle actif au sein de l'Équipe des Nations Unies dans le pays et de la communauté humanitaire, en dirigeant l'intervention en faveur des réfugiés et en suscitant une prise de conscience plus large de leur situation difficile, s'acquittant ainsi de son mandat. Le HCR soutiendra aussi des processus interorganisations et civils ciblés, tels que la consolidation de la paix et la transition vers des activités de développement, de manière à

Objectifs et cibles prioritaires en 2012

Procédures de protection équitables et délivrance de documents

- Améliorer ou maintenir la qualité de l'enregistrement.
  - *Toutes les personnes relevant de la compétence du HCR sont enregistrées à titre individuel.*

Besoins et services essentiels

- Construire, améliorer et entretenir des abris et des infrastructures.
  - *Tous les ménages vivent dans des logements convenables.*
- Garantir un accès optimal à l'éducation.
  - *Tous les réfugiés âgés de six à 11 ans sont scolarisés dans le primaire.*

Autonomisation et autosuffisance communautaire

- Améliorer l'appui à l'autosuffisance et aux moyens d'existence.
  - *Quelque 12 500 rapatriés libériens reçoivent une formation professionnelle.*
  - *Environ 5 000 rapatriés libériens bénéficient de subventions sous condition pour créer leur entreprise.*

Solutions durables

- Réaliser tout le potentiel en matière de rapatriement librement consenti.
  - *Quelque 90 pour cent des réfugiés rapatriés peuvent prendre une décision en connaissance de cause quant à leur retour.*
  - *Environ 15 000 rapatriés libériens bénéficient de services de transport, dans de bonnes conditions de sécurité.*

Présence du HCR en 2012

- Nombre de bureaux 4
- Effectifs totaux 128
  - Internationaux 20
  - Nationaux 98
  - VNU 10

promouvoir l'intégration et le bien-être de toutes les populations relevant de sa compétence.

Contraintes

Des poches d'insécurité subsistent en Côte d'Ivoire et risquent toujours d'avoir des conséquences pour le Libéria, en particulier pour les possibilités de rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens. Des problèmes logistiques au Libéria entravent également l'accès aux personnes relevant de la compétence du HCR. La région frontalière, où se trouvent la majorité des réfugiés, est sous-développée et ne dispose que d'infrastructures très limitées. De plus, les fortes pluies caractéristiques des mois de mai à octobre limitent les transports. L'absence d'opportunités économiques est également un obstacle majeur à la réintégration des rapatriés libériens comme à l'intégration sur place des réfugiés.

Organisation et mise en œuvre

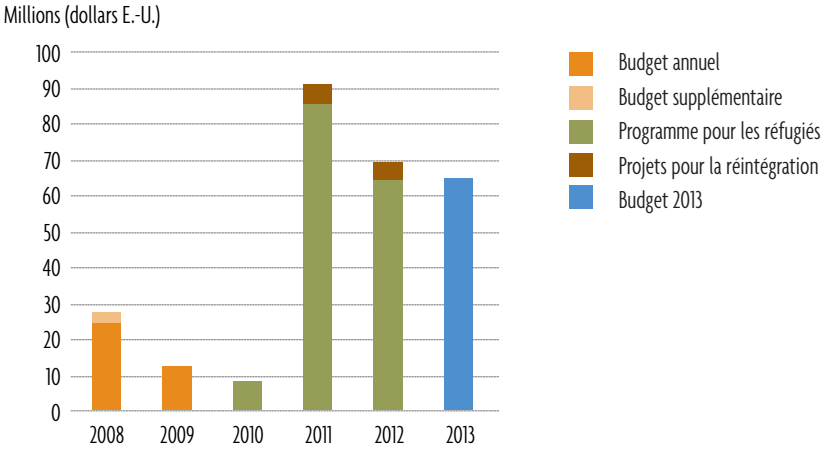
Coordination

Le HCR coordonne ses interventions humanitaires avec le Gouvernement libérien, et en particulier avec la Commission de rapatriement et de réintégration des réfugiés libériens. En 2012, le HCR continuera d'assurer la coordination, la direction et l'orientation de la réponse multisectorielle à la situation d'urgence des réfugiés ivoiriens. Celle-ci mobilise en effet dans un effort commun plusieurs organismes de l'ONU ainsi que des ONG internationales et nationales.

Informations financières

En 2012, les besoins financiers du HCR pour le Libéria s'élèveront à près de 69 millions de dollars E.-U., un chiffre qui prend en compte le passage de l'intervention d'urgence à la recherche de solutions à long terme pour les réfugiés ivoiriens, ainsi que l'augmentation du nombre de Libériens qui rentreront à l'approche de l'entrée en vigueur des clauses de cessation. Ce montant est également inférieur au budget 2011, qui a dépassé les 90 millions de dollars E.-U. dont 79 millions de dollars E.-U. pour la situation d'urgence. Avant les événements en Côte d'Ivoire, qui ont provoqué une situation d'urgence dans la sous-région et nécessité des budgets supplémentaires, les besoins financiers du HCR étaient en baisse depuis 2007, conformément à la stratégie de désengagement adoptée après le pic des rapatriements au Libéria en 2006.

Budget du HCR au Libéria 2008 – 2013



Budget 2012 pour le Libéria (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	TOTAL
Environnement de protection favorable			
Accès à l'assistance juridique	108 758	284 450	393 208
Sous-total	**108 758**	**284 450**	**393 208**
Procédures de protection équitables			
Conditions d'accueil	0	384 450	384 450
Enregistrement et établissement de profils	4 137 245	0	4 137 245
Détermination du statut de réfugié	401 301	0	401 301
Enregistrement et documents d'état civil	161 497	0	161 497
Regroupement familial	161 497	0	161 497
Sous-total	**4 861 541**	**384 450**	**5 245 991**
Protection contre la violence et l'exploitation			
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	1 127 245	825 851	1 953 096
Protection des enfants	1 080 742	368 900	1 449 643
Sous-total	**2 207 988**	**1 194 751**	**3 402 739**
Besoins élémentaires et services essentiels			
Santé	3 514 567	0	3 514 567
Santé génésique et services liés au VIH	858 265	0	858 265
Nutrition	677 994	0	677 994
Eau	1 817 245	0	1 817 245
Assainissement et hygiène	1 537 239	0	1 537 239
Abris et infrastructure	8 847 259	0	8 847 259
Articles ménagers et d'hygiène de base	3 415 078	0	3 415 078
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	1 888 428	0	1 888 428
Éducation	4 061 879	0	4 061 879
Sous-total	**26 617 954**	**0**	**26 617 954**
Autonomisation et autosuffisance communautaires			
Mobilisation communautaire	484 491	0	484 491
Coexistence avec les communautés locales	161 497	0	161 497
Ressources naturelles et environnement commun	880 255	0	880 255
Autosuffisance et moyens d'existence	11 711 437	2 368 900	14 080 338
Sous-total	**13 237 680**	**2 368 900**	**15 606 581**
Solutions durables			
Retour volontaire	3 058 161	0	3 058 161
Intégration	1 189 275	0	1 189 275
Réinstallation	1 336 491	0	1 336 491
Sous-total	**5 583 927**	**0**	**5 583 927**
Leadership, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	80 748	812 801	893 549
Sous-total	**80 748**	**812 801**	**893 549**
Logistique et appui aux opérations			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	7 310 237	0	7 310 237
Gestion des opérations, coordination et appui	4 295 494	0	4 295 494
Sous-total	11 605 731	0	11 605 731
Total	**64 304 327**	**5 045 353**	**69 349 680**
Budget 2011 révisé	**85 661 997**	**5 283 256**	**90 945 253**

PARTENAIRES

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux

Commission de rapatriement et de réintégration des réfugiés libériens

ONG

Action Contre La Faim
CARITAS
Childfund International
Comité international de secours
Community Health Education and Social Services
Concern Worldwide
Conseil danois pour les réfugiés
Conseil norvégien pour les réfugiés
Environmental Foundation for Africa
EQUIP Liberia
International Emergency and Development Aid
Liberia Islamic Union for Reconstruction and Development
Logistics and Services - Liberia
Medical Emergency Relief Cooperative International
Medical Emergency Relief International
Oxfam
Services de secours catholiques
Special Emergency Activity to Restore Children's Hope
Shelter for Life
Tiyatian Health

Autres

OIM

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux

Bureau de l'immigration et de la naturalisation
Police nationale du Libéria

ONG

Médecins Sans frontières - Belgique
Médecins Sans frontières - Hollande